

Le MRP vous parle!

Nouvelle série N° 29

Juillet - Août 1987

ISSN 0753 - 8707

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e - Téléphone : 42.96.02.20 Prix : 5 F.

SUPPLIQUE À MES FRÈRES INTÉGRISTES

Alfred COSTE-FLORET

A vous, frères intégristes, j'adresse cette supplique. Chrétiens, nous sommes tous frères en Jésus Christ. La fraternité est, par essence, une vertu chrétienne. Ne pourrions nous pas, ensemble et en frères, combler le fossé qui nous sépare ?

Un principe essentiel nous rassemble. Comme vous, comme beaucoup d'autres, je suis un traditionaliste. Le respect de la tradition est fondamental car il ne peut y avoir, dans l'Eglise catholique, de théologie de l'oubli puisqu'elle est fondée sur la continuité apostolique. Comme l'a écrit Georges Bidault dans son beau livre "D'une Résistance à l'autre" : "Il ne s'agit pas d'adapter l'Eglise au siècle ; il s'agit d'adapter le siècle à l'invariable Eglise".

Je suis donc tout disposé, avec beaucoup de nos frères, à défendre avec vous la Tradition. Mais je pense qu'on ne peut le faire valablement qu'en respectant les décisions du Saint Père et en communion avec toute l'Eglise.

L'Eglise catholique, en effet, de par la volonté affirmée de Jésus Christ lui-même, est fondée sur deux principes : le principe d'autorité et le principe de communion. L'autorité appartient à Pierre ; la communion soit rassembler tous les fidèles autour du Pape et des évêques. Or il me semble, je vous le dis fraternellement, que les disciples de Monseigneur Lefebvre manquent gravement à ce double principe. Vous dites respecter l'autorité du Saint Père, mais sur des points essentiels, vous ne lui obéissez plus. Vous vous séparez de la communion de l'immense majorité des catholiques. Vous êtes, hélas, au bord d'un nouveau schisme ! Quelle tristesse ! cela ne peut rester ainsi.

Je ne doute pas des bons sentiments qui vous animent. Mais un mélan-

ge de bons sentiments et d'idéalisme dévoyé peut, hélas, conduire à d'inquiétantes dérives. Nous venons de lire et d'écouter ensemble dans nos Eglises, un dimanche de carême qui n'est pas loin, l'évangile de la Transfiguration.

Il évoque une tentation redoutable, peut-être la plus redoutable de toutes parce qu'elle ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur de nous même. C'est "la tentation Thaborique". Nous nous trouvons bien dans notre Eglise ; pourquoi ne pas nous y "installer" ? "Seigneur dressons trois tentes, l'une pour toi, l'autre pour Moïse, l'autre pour Elie". Mais la vision se dérobe aux yeux des apôtres parce que l'Eglise ne peut être une Eglise installée mais doit demeurer une Eglise ouverte.

S'il s'agit bien d'adapter le Monde d'aujourd'hui à l'invariable Eglise, intangible dans ses dogmes, non seulement les modalités de l'apostolat et de la liturgie peuvent mais, plus encore, elles doivent évoluer. Il en a d'ailleurs toujours été ainsi. La réforme liturgique de Saint Pie V, promulguée au XVI^{ème} siècle, n'a pas arrêté la marche du temps. Depuis cette époque le monde a beaucoup changé. Ce n'est pas en s'installant dans la liturgie et les moyens d'apostolats excellents hier que nous évangéliserons la société laïcisée et permissive du vingtième siècle finissant.

SOMMAIRE

- Page 1 : *Supplique à mes frères intégristes*
- Page 2 : *Compte-rendu du Comité Directeur du 22 Mai 1987*
- Page 3 : *Europe à l'honneur. Europe à construire*
- Pages 4 et 5 : *Louise Le Roux - Hommages de la Municipalité, de la presse et de la population Brestoise*
- Pages 6, 7, 8, 9 et 10 : *Un courant de pensée étalé sur cent cinquante ans d'histoire*
- Page 11 : *Un homme fort : Lech Walesa*
- Page 12 : *1977-1987 : Pourquoi dix ans après la naissance du RPR la France a besoin d'un mouvement gaulliste fort et discipliné*

(suite page 2)

(suite de la page 1)

Ce qui nous sépare profondément, ce n'est pas la messe dont la liturgie fut définie pas Saint V au XVI^{ème} siècle qui n'est pas, bien sûr, "la messe de toujours", mais qui est la messe qui a accompagné notre enfance, notre adolescence et une grande partie de notre âge d'homme. Ce qui nous sépare, ce n'est pas la célébration en latin ou en langue vernaculaire. Tout cela est accessoire et vous savez bien, les "média" en ont fait état, que Rome est disposé à vous le concéder au sein d'une "prélature personnelle" semblable à celle accordée à l'"Opus Dei".

L'essentiel qui, hélas, nous divise c'est votre refus de reconnaître la validité de la messe de Paul VI et la validité de toutes les décisions du Concile. Nous en revenons au refus des principes essentiels d'Autorité et de Communion. Mesurez vous combien cela est grave ?

Pour vous aider à faire le pas nécessaire vers Rome, et c'est le sens de ma supplique, alors que Rome a déjà fait un pas vers vous, pourriez-vous considérer que le Pape seul a «grâce d'état» pour diriger l'Eglise. Le "Tu es Petrus" a désigné Pierre et ses successeurs et pas tel ou tel autre pour être "le représentant du Christ sur la terre".

Enfant j'ai appris tout cela au catéchisme. Adolescent les Pères Jésuites, dont je m'honore d'avoir été l'élève, m'ont enseigné la spiritualité Ignacienne de disponibilité et la fidélité au Saint Père.

C'est pourquoi en vous adjurant de demeurer dans la communion des fidèles qui vous attendent et vous accueilleront en frères, je conclurai en latin, et je pense que cela vous fera plaisir, par une maxime que nous ont jadis souvent répété "les bons Pères" : "Roma locuta est, causa finita est" :

Qu'il serait bon, qu'il serait beau de nous voir - enfin ! - tous rassemblés autour du Père commun. Frères intégristes, cela dépend de vous. Ne refusez pas au Saint Père et à l'Eglise la joie de l'unité retrouvée.

COMPTE-RENDU DU COMITÉ DIRECTEUR DU 22 MAI 1987

Une réunion du comité directeur de l'Amicale s'est tenue le 22 mai à 16h30 au siège rue Saint-Augustin, sous la présidence de Robert Prigent.

Etaient présents, outre le Président, Raymond Adda, Georges Aguesse, Jeanne Ambrosini, Henriette Bosselut, Suzanne Boulay, Louis Bour, Jean Cayeux, Bertrand Chautard, Alfred Coste-Floret, Jean Coville, Suzanne Delaborde, Georges Denizot, Patrice Desaubliaux, Robert Dourlens, Gaby Joly, Emmanuel La Gravière, Léon Lapra, Robert Lecourt, René Liger, André-François Mercier, Louis Michaud, André Monteil, Jacques Poirel.

Excusés : Etienne Borne, Louis Beugniez, Yves Cornilleau, Georges Coudray, Roger Dobigny, Gilbert Lausent, Marcelle Lazard, Pierre Nicolet, Louise Pontremoli.

Le Président ouvre la séance en indiquant qu'il serait souhaitable de créer un comité de rédaction du bulletin pour aider Jean Coville à trier les articles qui lui sont proposés. Il est bien précisé toutefois, ainsi que l'a fait observer Alfred Coste-Floret, que le bulletin étant par définition une tribune libre de nos adhérents il ne saurait être question de censurer ou de repousser les articles dont nos amis souhaitent la publication.

Le comité de rédaction est ainsi composé :

Emmanuel La Gravière,
Georges Aguesse,
Louis Bour,
André-François Mercier,
Patrice Desaubliaux,
Jeanne Ambrosini.

Jean Coville annonce le mariage de la fille de Marcelle Lazard et Robert Prigent demande à Jean Coville de lui envoyer un télégramme au nom de l'Amicale.

La question du colloque et de sa préparation est alors abordée. Le Président en rappelle le thème : la construction de l'Europe par le dépassement des nationalismes. Certains, André-François Mercier notamment, souhaiteraient un thème plus vaste comprenant les institutions, la Constitution, l'outre-mer, la politique sociale, etc. D'autres, avec Georges Aguesse, voudraient mettre l'accent sur notre idéologie et la défense de nos valeurs morales.

Aux premiers, il est fait observer que le sujet est trop vaste et qu'on ne saurait en deux jours en épuiser tous les aspects. Ceux-là pourront faire l'objet de rencontres ultérieures.

Aux autres il est objecté qu'il s'agit là de positions internes à notre mouvement et que le thème ne paraît pas suffisamment porteur pour faire l'objet de discussion avec des acteurs extérieurs au M.R.P.

Il est bien précisé que les orateurs doivent être de préférence des personnalités qui n'avaient pas adhéré au M.R.P., nos amis n'intervenant ensuite que dans le débat.

Pour l'organisation de ce colloque, dont il est rappelé qu'il se tiendra à l'automne 1988, un groupe de travail est désigné, ainsi composé :

Pierre Dhers,
André Monteil,
Alfred Coste-Floret,
Etienne Borne,
Robert Lecourt,

Ce groupe se réunira pour la première fois le 12 juin à 16 h 30.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 18 heures.

AMIS DÉCÉDÉS

Jean BOURNEL (Asnières)
Maurice CHAMPEAUX (Noisy le Sec)
Maryvonne CHUZÉVILLE (Paris 15^e)
Chanoine René FAVRE

(St Germain en Laye)
Henri FRÉVILLE (Rennes)
Georgette GALLEY (Paris 18^e)
Yves TALLEC (Malakoff)
Richard ZÄHLER (Paris 13^e)

Europe à l'honneur Europe à construire

Jean COVILLE

Plusieurs événements relatifs à l'Europe méritent d'être mentionnés dans ce bulletin.

D'abord une statue de Robert Schuman a été érigée à Paris. Elle est située boulevard Lannes, près de l'Université Paris-Dauphine et a été inaugurée le 1^{er} Juin par Jacques Chirac, premier ministre et maire de Paris.

Quelques jours après, le 12 Juin, était opérée une autre inauguration qui ne manquait pas de liens avec la première : celle d'un centre d'information européen, réalisé dans la maison qu'habita Jean Monnet pendant de nombreuses années et jusqu'à sa mort et qui a été acquise par le Parlement Européen. Elle est située près de Montfort L'Amaury, dans le département des Yvelines.

Ce jour là de nombreux militants européens de plusieurs pays étaient rassemblés dans ce cadre champêtre. Pierre Pflimlin, en présence de Simone Veil, rappela en termes chaleureux le rôle exceptionnel de Jean Monnet et de Robert Schuman dans la construction d'une Europe unie.

Jean Monnet eut l'immense mérite de concevoir qu'il fallait remplacer les traités de paix qui, depuis l'origine de l'humanité, servent au vainqueur à dicter ses conditions au vaincu et appellent ainsi une revanche, qui elle-même en appelle une autre.

Il élabora un projet de communauté dans lequel chacun des adversaires devait trouver avantage.

C'est dans cette maison de Montfort L'Amaury que ce texte fut établi.

Encore fallait-il trouver un homme politique assez courageux pour le proposer à l'issue d'une guerre, au cours de laquelle les limites de l'horreur avaient été dépassées par les nazis, de telle sorte que la clémence semblait exclue.

Cet homme exceptionnel fut trouvé en la personne de Robert Schuman et nous sommes fiers au M.R.P. qu'il ait été l'un des nôtres.

Les injures ne lui manquèrent pas, comme le rappela Pierre Pflimlin, tant à droite de la part des patriotes intransigeant qu'à gauche de la part de ceux qui souhaitaient l'hégémonie de l'Union Soviétique.

Mais Robert Schuman, grâce à la force spirituelle qui l'habitait, demeura inébranlable et de même qu'en décembre 1947 il avait fait échec aux grèves

insurrectionnelles provoquées par le parti communiste, de même en 1950 il s'opposa farouchement à ceux qui repoussaient la "Communauté Charbon-Acier".

Le Plan Schuman du 9 mai 1950 est l'acte de naissance de l'Europe Unie. Que peut-on en attendre aujourd'hui 37 ans après ?.

Écoutons ce qu'en ont dit Pierre Pflimlin à la cérémonie de Montfort L'Amaury et 3 jours après, le 15 juin, Michel Poniatovski, Président de la Commission de l'Énergie, de la recherche et de la technologie au Parlement Européen, au cours d'une conférence de presse tenue au Bureau d'information du Parlement Européen à Paris.

L'Europe Occidentale compte 320 millions d'habitants. Elle dispose de ressources humaines et technologiques considérables. Mais si elle n'est pas réellement unifiée, chacun des pays qui la composent prendra un retard, qui ne pourra plus être comblé dans la période de grande mutation qui s'opère.

Même l'Union Soviétique, qui est économiquement très en retard sur l'Europe Occidentale en raison de son régime, pourrait la devancer si la réforme Gorbatchev réussit, car elle dispose de nombreux chercheurs qualifiés.

"Contrairement à ce que disent certains, nous n'avons plus beaucoup de temps" a affirmé Pierre Pflimlin. "Il nous faut un gouvernement européen responsable devant le Parlement Européen".

Cela supposera des contraintes. "Bien entendu, a dit Michel Poniatovski. En France nous serons contraints à l'héroïsme, pour réduire les charges de nos entreprises, sensiblement plus élevées que celles de nos voisins et partenaires de l'Europe Unie. Et nous n'aurons même pas le choix car, si nous voulions rester à part et renoncer à l'Europe Unie, la baisse de notre niveau de vie serait d'environ 30%, selon les calculs des meilleurs experts.

Par contre une Europe réellement unifiée pourrait relever le défi technologique des États Unis, du Japon et de l'Union Soviétique.

En conclusion, malgré les difficultés, Pierre Pflimlin et Michel Poniatovski ont affirmé leur confiance et leur espoir dans l'achèvement de cette grande entreprise.

MARGARET THATCHER A GAGNÉ

Pour la première fois en Grande-Bretagne, le Premier Ministre a obtenu un troisième mandat consécutif. C'est un succès considérable car le peuple anglais est, comme le nôtre, «incommode».

On se souvient de la défaite électorale stupéfiante de Winston Churchill, pourtant auréolé de la victoire militaire sur l'Allemagne nazie, dont il avait été l'un des artisans.

La fermeté de la gestion de Margaret Thatcher a redonné confiance aux Anglais, qui en avaient bien besoin.

Pendant la gestion socialiste précédente, l'Angleterre avait descendu plusieurs degrés dans l'échelle des Nations et l'autorité de l'État avait disparu au profit du pouvoir des syndicats.

La multiplication des grèves et l'arrogance des syndicalistes finirent par exaspérer les Anglais et le succès de Madame Thatcher est dû pour une bonne part à la fermeté dont elle a fait preuve à leur égard.

C'est un résultat intéressant à observer en France, où la syndicalité est puissante et où les intérêts catégoriels tentent aussi de s'imposer par la grève et la violence.

Puissent le gouvernement et les élus du peuple comprendre que c'est à eux de prendre des décisions et non aux représentants des syndicats, qui n'ont pas été élus par les Français !

ACTION POUR LA DIGNITÉ HUMAINE

Dans notre dernier numéro nous avons mentionné les objectifs de l'association portant le titre ci-dessus.

Nous rappelons que sa présidente est Madame Irène de Lipkowski, ancien député.

Les vice-présidents sont MM François Dausset, le bâtonnier Louis Pettiti et Jean Scelles.

Le siège de l'association est 28 Place Saint-Georges, 75009 PARIS.

LOUISE LE ROUX

ALLOCUTION PRONONCÉE A SES OBSÈQUES LE 5 AVRIL 1986

par L'ABBÉ SALIOU, AUMONIER DE L'HÔPITAL DE BREST

Louise Le Roux était née à Lesneven le 1^{er} Juin 1905. Son père était Lesnevien, sa mère était de Pencran. M. Le Roux eut de son épouse 4 filles, dont Louise était la troisième. Hélàs après la naissance de la benjamine, Madame Le Roux décédait. Louise avait 18 mois tout juste. Quelque temps après, M. Le Roux épousait sa belle sœur. Et c'est cette dernière que Louise et ses sœurs regarderont toujours comme leur vraie mère. Très tôt la famille quitta Lesneven, pour Brest dans le quartier de Recouvrance - où sans peine elle prit racine. M. Le Roux travaillait aux "Dames de France". Deux autres enfants étant venus bientôt s'ajouter aux 4 premiers, celà faisait huit bouches à nourrir. C'était lourd, très lourd même et les aînées durent très vite y contribuer.

C'est ainsi qu'à 12 ans Louise devint apprentie modiste, métier qu'elle exercera jusqu'à 23 ans. Ceux qui l'ont connue à cette époque se souviennent de sa gaieté, de son entrain, de son optimisme, de son rire sonore et communicatif.

C'est en 1928 qu'elle fit connaissance avec la J.O.C., la Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

Ce Mouvement né en Belgique un an avant, en 1927, sous l'impulsion de l'abbé Cardijn, fut introduit en France par l'abbé Guérin, vicaire à Clichy. Brest fut une des premières villes de province à accueillir la J.O.C. Ceci mérite d'être conté. L'abbé Bellec était alors Curé de Recouvrance. Formé par Marc Sangnier et le Sillon, il fut d'emblée séduit par le projet de l'abbé Cardijn : redonner à l'ouvrier le sens de sa dignité : "Sois fier, ouvrier"... "Un travailleur vaut tout l'or du monde",... L'abbé Bellec entreprit de proposer le Mouvement aux garçons de son patronage "L'Espérance" et dans ce but il fit venir à Brest l'abbé Guérin. La rencontre eut lieu au "patro" des filles, "L'amitié", dont les locaux se prêtaient mieux à ce genre de rassemblement. Les filles du patro sont là, Louise est du nombre. Entendant l'exposé de l'abbé Guérin, - avec la spontanéité que nous lui connaissons - elle pose la question : "Et pourquoi n'y aurait-il pas un Mouvement semblable pour les filles ?" L'abbé Guérin est d'accord. Le Père Bellec

aussi et combien. Et à quelque temps de là, - avant même que les garçons aient démarré, - une section féminine naquit dont Louise fut la cheville ouvrière.

De là les jocistes de Recouvrance portèrent le flambeau à Saint-Martin puis à Douarnenez (aux nombreuses usines, à main d'œuvre féminine en majorité) à Lesneven, où Louise est accueillie comme une fille du pays et en de nombreux autres lieux.

Il y a d'ailleurs dans cette assistance des femmes, pionnières du Mouvement comme Louise et ses sœurs, qui se souviennent avec enthousiasme de ces sorties dominicales (à pied, à bicyclette, en train) à travers le Nord-Finistère et jusque dans la presqu'île de Crozon pour vendre le journal et faire connaître la J.O.C.F.

Les années passèrent. De modiste qu'elle était - après un court passage aux "Dames de France" - Louise devint comptable à la Brasserie de Kérinou. Elle prit - au fil des ans - des responsabilités de plus en plus importantes dans la J.O.C. au niveau fédéral d'abord, puis national. La guerre de 1939 arriva. La famille Le Roux partit à Ploudalmezeau. Du fait de l'occupation allemande, les Mouvements de jeunesse, en particulier la J.O.C. étaient en veilleuse. Mais dès la Libération - en 1945 - Louise réussit à mettre sur pied à Ploudalmezeau une nouvelle section jociste. Et c'est là qu'André Colin remarqua cette fille enthousiaste généreuse, et douée pour la parole publique. Il lui proposa d'entrer dans un tout nouveau Mouvement qui s'appelait le M.R.P. Pour la convaincre, il lui signala que d'autres jocistes, - des garçons bien sûr - en font partie. Quelque temps après, lors d'un meeting, au stade de l'Armoricaine, Louise, après bien d'autres orateurs, prit la parole au nom des femmes. Et ce fut au tour de Maurice Schumann, qui était la tête d'affiche de cette manifestation, d'être séduit. A nouveau sollicitée, Louise accepta. Servir, se rendre utile, elle connaît. N'a-t-elle pas déjà lancé "Le foyer de l'amitié", centre de formation familiale et ménagère, à l'intention des filles de milieu populaire. Là on leur offrait ce qu'elles n'avaient pas eu la chance de recevoir - comme les autres - à l'école : des éléments de culture générale et - pour les

préparer à la vie - quelques notions de couture, de cuisine, etc...

Son engagement dans la cité se concrétisa très vite dans la vie municipale. Elle y consacra 30 années de sa vie : de 1947 à 1977.

Pourquoi la vie municipale ?

Elle s'en explique elle-même dans une interview recueillie par "L'Echo des françaises" : "Les fonctions municipales me paraissaient celles où l'on peut le mieux SERVIR, par un travail concret et immédiatement efficace au bénéfice du plus grand nombre".

D'un contact facile (pour tout le monde elle était "Louise"), jamais à court ni de chaleur humaine, ni de dévouement, elle personnifiait l'élite sensible aux interrogations et aux appels des administrés et singulièrement à ceux des plus pauvres, des "silencieux", comme elle les appelait. (Silencieux voulant dire : ceux qui n'ont personne qui puisse "parler pour eux"). Pas une lettre ne restait sans réponse de sa part. Pas un coup de téléphone qui ne se conclût par un rendez-vous pris et sitôt inscrit sur son agenda. Et Louise de remuer ciel et terre pour résoudre les cas qui lui étaient soumis. Cette vertu on peut dire "charismatique" n'avait pas échappé au regard des différents Maires qui se succédèrent à Brest pendant ces 30 ans. Louise hérita toujours à la Municipalité de tâches la mettant personnellement et directement en contact avec les problèmes humains : Bureau d'Aide Sociale, Caisse des écoles, Oeuvres péri et post-scolaires (Aérium de Penmarc'h, cantines, colonies de vacances...) crèches et j'en passe.

C'est elle aussi et pour les mêmes raisons, qui était chargée des cérémonies, de l'accueil, en particulier des touristes et des étrangers, dans le cadre des jumelages. On la voyait fréquemment célébrer des mariages, remettre des décorations, rehausser de sa présence les départs en retraite du personnel de la Mairie. Et à chaque fois, Louise, débordant le protocole strict, avait pour chacun un mot délicat qui lui allait droit au cœur.

L'un de ceux qui étaient en charge avec elle des affaires de la ville ne lui disait-il pas naguère : "Louise, vous étiez le sourire de Brest."

D'où ce dynamisme lui venait-il ?

Où puisait-elle cette force qui l'animait ?
Écoutons Louise elle-même nous le dire. C'était le 21 mai 1977 : elle venait d'être décorée de la Légion d'Honneur. "Si cet évènement (La Légion d'Honneur) consacre 30 années d'une vie consacrée à la chose publique, je dois à la vérité de dire que je m'y étais entraînée pendant une période assez longue au service de la jeunesse ouvrière. Et c'est bien en fait à la J.O.C. que je dois de m'être trouvée disponible pour m'engager plus à fond dans cette action municipale que je viens seulement de quitter.

"Debout : l'appel du Christ résonne", clamions-nous dans nos chants et nos congrès.

"Toute âme qui s'élève élève le monde".
Cette maxime d'Elisabeth Leseur, nous avons commencé à en faire l'expérience.

"L'amour est plus fort que la haine", pensions-nous avec Marc Sangnier.

Pour nous, tout cela, c'était une conviction profonde et pas du tout des slogans. En définitive 30 ans, 40 ans, je vous assure, cela passe très vite. Et si c'était à refaire, je n'hésite pas à le dire : je le referais. Cependant, mesurant le chemin parcouru, je reconnais que la route fut parfois rude et semée d'embûches. Je suis par nature optimiste et je n'aime pas m'avouer vaincue : les obstacles sont faits pour être franchis. Mais tout de même, il m'est bien souvent arrivé de me déchirer les mains aux ronces du sentier. Les épreuves les plus crucifiantes ne sont pas celles qui se voient. Il y a les déceptions, les abandons, voire les lâchetés. - Et tout cela, c'est le lot de ceux qui acceptent le combat.

Mais j'avais appris à méditer sur certaines formules-choc comme celle-ci (qui est du Christ, dans l'Évangile) : "Celui qui met la main à la charrue et qui regarde en arrière n'est pas digne de moi", ou cette autre : "Si le regard est dans les étoiles, la place des mains est aux avirons."

En retraite de "la chose publique" depuis 1977, Louise n'était pas devenue pour autant inactive. On continuait à avoir recours à elle, la poursuivant jusqu'à son domicile. Toujours accueillante et dévouée, elle ne refusait jamais d'appuyer de son crédit toute demande qui lui semblait juste et raisonnable.

Hélas ! sa santé bientôt se délabrait. Entre autres maux, une arthrose douloureuse (qu'une intervention chirurgicale ne devait pas totalement réduire) l'empêchait de sortir.

Un choc affectif : la mort de sa sœur Marcelle il y a 3 ans tout juste, allait miner ses dernières forces.

Après l'action tous azimuts, c'était la Passion dans le cadre étroit d'une chambre de malade. Tout au long de cette période éprouvante, j'allais dire : de cette "NUIT" (pour employer le langage des mystiques), où avec sa sœur Jeanne et quelques autres, je l'ai "accompagnée", combien de fois ne m'est-il pas arrivé de murmurer en son nom cette prière du Père Theilhard de Chardin :

"Lorsque sur mon corps,
- et bien plus sur mon esprit, -
commencera à marquer l'usure de l'âge ;
Quand fondra sur moi du dehors,
ou naîtra en moi du dedans
le mal qui amoindrit ou emporte ;
A la minute douloureuse
où je prendrai tout à coup conscience
que je suis malade,
ou que je deviens vieux ;
A ce moment dernier surtout
où je sentirai que je m'échappe à moi-même,
(absolument impuissant entre les mains
des forces inconnues qui me tiennent!)
A toutes ses heures sombres
donne-moi, ô mon Dieu, de comprendre
(oui : que ma foi soit assez grande
pour cela!)
de comprendre que c'est Toi
qui écarter douloureusement les fibres
de mon être
pour pénétrer en moi,
- au plus profond de moi,
et pour m'emporter en TOI!"

Je terminerai cette évocation de Louise par ces mots - cette paraphrase des Béatitudes - qu'elle a recopiés de sa main, sans doute un soir de Toussaint : "Bienheureux le corps qui n'a pas compté, car l'Amour de DIEU veille à son repos".

Et j'ajouterai quant à moi : "Louise, la mort, ce n'est pas la nuit qui vient. Non : c'est la nuit qui s'achève, Et la lampe qui s'éteint quant le Jour se lève."
AMEN!



HOMMAGES DE LA MUNICIPALITE, DE LA PRESSE ET DE LA POPULATION BRESTOISE

Sous le titre "La mort de Louise Le Roux : une grande figure politique brestoise disparaît", le journal local "Le Télégramme de Brest" déclare qu'avec la mort de Louise Le Roux c'est toute une page de la vie politique brestoise qui disparaît.

Après avoir rappelé les étapes de sa carrière à la J.O.C., au M.R.P., au Centre Démocrate et au C.D.S., le journal indique les diverses charges qu'elle a assumées pendant 30 ans dans la municipalité brestoise, y compris au poste de 1^{er} adjoint au Maire, chargée des affaires sociales. Elle fut également conseiller général du Finistère.

Puis le journal souligne que Louise Le Roux était connue dans toute l'agglomération brestoise et même au delà pour ses qualités de cœur et son exceptionnel dévouement.

C'est aussi ce qu'exprima M. Georges Kerbrat maire de Brest, en séance du Conseil municipal : debouts, tous les conseillers municipaux observèrent une minute de silence.

La même unanimité se retrouva pour les obsèques de Louise Le Roux dans l'église de Recouvrance, trop petite pour contenir une foule de Brestois, dont beaucoup avaient bénéficié de sa générosité.

Le "M.R.P. vous parle" s'associe pleinement à l'hommage rendu à une militante exemplaire, qui fait honneur aux valeurs qu'à défendues autrefois le M.R.P. et que défend aujourd'hui son amicale.

UN COURANT DE PENSÉE ET

Notre ami Pierre DHERS, professeur agrégé d'histoire, qui fut député de la Drôme à la Libération, a présenté devant la section C.D.S. de Maisons Laffitte en décembre 1982, un exposé fort instructif sur le courant de pensée démocrate chrétien depuis ses origines. Nous pensons qu'il intéressera nos jeunes lecteurs.

Les catholiques libéraux

Au point de départ mettons le règne de Charles X (1824/1830). C'était une période d'ultra-royalisme, de réaction contre l'héritage et les idées de la Révolution française, période aussi d'alliance entre le trône et l'autel. Or un jeune prêtre breton, Lamennais, réfléchissant à l'impiété grandissante des Français, lui attribua comme cause essentielle l'asservissement de l'autel au trône. Il concluait que l'Eglise devait retrouver sa liberté et qu'elle devait se réconcilier avec le mouvement libéral et démocratique issu de la révolution. La Révolution de 1830 qui remplaça Charles X par Louis-Philippe, donna à Lamennais l'occasion de développer ses idées. Avec ses deux amis, Lacordaire et Montalembert, il fonda un journal, "l'Avenir", qui affirmait sans ambage sa foi religieuse mais, qui, en même temps, se déclarait favorable à toutes les grandes libertés : de conscience, de presse, d'association, d'enseignement. Il acceptait le principe de la souveraineté du peuple et le suffrage universel. Il réclamait enfin la suppression du Concordat et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, afin que l'Eglise trouvât une indépendance totale. C'est le point de départ de ce qu'on appelle le catholicisme libéral.

En 1831, passant aux actes, Lacordaire et Montalembert ouvrirent la première école libre catholique, à Paris, 5 rue des Beaux Arts (6^e). Or nous étions alors, depuis Napoléon 1^{er}, sous le régime du monopole universitaire que le gouvernement trouvait très pratique pour mieux façonner la jeunesse. Le gouvernement fit fermer l'école privée le soir même de sa fondation, il fit à ses auteurs un procès qui donna une grande publicité aux idées de ses fondateurs. L'année suivante, en 1832,

le pape condamna plusieurs des théories du catholicisme libéral. Lamennais rompit alors avec l'Eglise. Ses amis se soumièrent mais leurs idées, dépouillées de quelques hardiesses, continuèrent à faire du chemin dans les milieux catholiques. Tant et si bien que la Révolution de 1848, à la différence de celle de 1830, n'eut aucun caractère anti-catholique. Bien au contraire, on vit un peu partout le clergé bénir la plantation des arbres de la Liberté. Lacordaire fut élu député et siégea à l'extrême gauche. Il fonda avec son ami Ozanam un journal démocratique, "l'ère nouvelle". Mais cette nouvelle tentative des libéraux n'allait pas survivre aux journées sanglantes de Juin 1848.

Ces journées de Juin 1848 furent tout simplement une émeute de la faim et de la misère qui souleva le peuple parisien contre le gouvernement républicain. La répression fut atroce. Mais la peur avait été si grande que tous les conservateurs formèrent un grand parti de droite, le parti de l'ordre, dans lequel Montalembert fourvoya les catholiques.

C'est alors que les catholiques obtinrent, en 1850, le vote de la Loi Falloux qui créait les écoles libres primaires et secondaires. Elle fut votée même par des incroyants comme Thiers qui, jusque là, s'y étaient toujours opposés. Comme un député de gauche s'étonnait de son revirement, Thiers répondit : "Il ne s'est produit aucun changement dans mon esprit, mais il y a eu une révolution dans la société". C'est assez dire que beaucoup n'ont créé l'enseignement libre que pour ôter une partie de la jeunesse à l'influence des instituteurs et des professeurs, dont beaucoup avait manifesté des idées avancées, voire socialistes. Le vote de Thiers et de ses amis, leur patronage, ont été le péché originel de l'enseignement libre en France. Ils expliquent pourquoi le problème scolaire a toujours revêtu dans notre pays un aspect idéologique qui a grandement gêné sa solution.

Dix huit mois plus tard, le 2 Décembre 1851, Louis-Napoléon Bonaparte (Président de la République) fit le

coup d'Etat qui lui permit de créer le deuxième Empire. Montalembert commit l'erreur de s'y rallier, geste qu'il regretta toute sa vie. Dès lors, on assiste à l'enterrement du catholicisme libéral. Ozanam est mort en 1853, Lamennais en 1854, Lacordaire en 1864 et Montalembert en 1870.

Pendant les vingt ans que dura le second Empire, les catholiques acceptèrent d'abord son pouvoir, jusqu'au moment où la politique italienne de Napoléon III compromit l'existence des Etats pontificaux. Ils se rapprochèrent alors des grands courants royalistes, légitimiste ou orléaniste.

Les catholiques et la gauche

Par contre, un parti républicain se maintient, s'organise, se développe. Seulement ses leaders sont tous très éloignés de tout esprit religieux. Ce sont les héritiers des philosophes du 18^{ème} siècle, très proches de Voltaire. Ils sont hypnotisés par les progrès scientifiques de leur temps. Ils ont une foi inébranlable dans le progrès et la raison. Ils pensent que la science peut résoudre tous les problèmes de l'humanité. Ce culte de la science s'épanouira en un "scientisme" et un "positivisme" très dédaigneux des religions révélées. On comprend fort bien que des leaders républicains animés d'un tel état d'esprit ne soient pas tentants pour des catholiques. C'est une des raisons pour lesquelles, après la chute de l'Empire, beaucoup de catholiques mirent leurs espérances dans une restauration de la monarchie traditionnelle.

Telle est l'atmosphère dans laquelle naquit la troisième République.

Au départ de la III^{ème} République, il faut mettre une assemblée constituante, élue en 1871, dont la majorité était royaliste par accident. Seule l'obstination du Comte de Chambord à ramener le drapeau blanc, celui de l'ancien régime, empêcha la restauration du roi. Les royalistes essayèrent de gagner du temps dans l'espoir du décès du Comte de Chambord. Mais comme le provisoire ne pouvait durer éternellement, quelques royalistes changèrent d'attitude et finalement le mot République entra dans la nouvelle Constitution à une

ALÉ SUR 150 ANS D'HISTOIRE

Pierre DHERS

voix de majorité. A partir de là, les républicains ne cessèrent de gagner des voix et conquièrent à la fois l'Élysée, la majorité de la Chambre et celle du Sénat. Mais, dans cette progression, ils ont trouvé devant eux l'hostilité du clergé. C'est dans cette atmosphère que Gambetta lança le mot fameux : "le cléricalisme, voilà l'ennemi", et que Jules Ferry mena sa politique scolaire dont un des objectifs était de diminuer l'influence de l'Église sur la jeunesse du pays. On passa alors de la laïcité, qui est un idéal de tolérance, à un laïcisme qui est une philosophie antireligieuse.

Le Pape Léon XIII comprit le danger et conseilla aux catholiques de se rallier sans arrière-pensée aux institutions républicaines (1892). Il ne fut suivi que par un petit nombre et, surtout, deux ans plus tard, l'affaire Dreyfus fut l'occasion d'une agitation antirépublicaine dans laquelle se précipita la grande masse des catholiques, congrégations en têtes, notamment celle des Assomptionnistes avec leur journal "la Croix". Le résultat fut la formation d'un bloc des gauches et la politique antireligieuse culmina, de 1902 à 1905, avec le gouvernement d'Emile Combes.

C'est alors que se créa, dans la gauche, l'idée qu'on ne pouvait pas être à la fois bon catholique et bon républicain. A un député catholique, Ch. Benoist, qui pourtant siégeait à la Chambre non loin de lui, Raymond Poincaré jeta un jour la réplique fameuse : "Nous sommes séparés, Monsieur, par toute l'étendue de la question religieuse".

Les catholiques sociaux ; le Sillon

Parallèlement à cette évolution politique, qui va de 1830 à 1914, un autre courant apparut dans le catholicisme, le catholicisme social. Il naquit essentiellement du spectacle de la misère ouvrière dans les premiers temps du capitalisme industriel au début du XIX^{ème} siècle. Une de ses premières manifestations fut la création par Frédéric Ozanam en 1833 de la Société de Saint Vincent de Paul. Plus tard, d'autres catholiques connus se livrèrent à des études plus théoriques sur la structure de

l'économie et de la société, sur la manière d'empêcher l'installation de la misère dans la classe ouvrière. Sur le plan pratique, Léon Harmel (1829 - 1915), patron champenois dont l'usine textile comptait 500 ouvriers, réalisa dans son usine : un syndicat, un conseil d'usine, une caisse d'allocation familiale, des pensions de retraite, des postes de travail réservés aux infirmes et aux vieillards, la suppression du travail de nuit, une pharmacie mutualiste, une boulangerie coopérative, une école maternelle, etc... Cet effort spéculatif et pratique trouva sa conclusion, en 1891, dans l'encyclique "Rerum Novarum" sur la condition des ouvriers. Il y eut alors, pendant une quinzaine d'années, une étonnante floraison de petits journaux et de groupes d'études. Certains furent éphémères, d'autres connurent un plus grand avenir comme l'Association Catholique de la Jeunesse Française ou A.C.J.F., fondée en 1886, les Semaines Sociales en 1904, les syndicats chrétiens. C'est l'époque des abbés démocrates (Abbé Lemire, Chanoine Desgranges), qui n'hésitèrent pas à se présenter à des élections législatives. On vit même se fonder à Lyon, en Novembre 1896, un parti démocrate-chrétien qui ne dura que deux ans.

C'est enfin, et surtout, l'époque du Sillon de Marc Sangnier. A ses débuts, en 1894, le Sillon était un mouvement essentiellement religieux : "vivre le catholicisme", "former une élite catholique", voilà l'œuvre que Marc Sangnier ambitionnait d'accomplir. Peu à peu, le Sillon s'enrichit de toute la tradition des catholiques libéraux et des catholiques sociaux, puis, en 1898, Marc Sangnier démissionna de l'armée pour se consacrer uniquement à l'organisation du Sillon. Il était franchement républicain et démocrate, de cœur et de raison ; il était favorable aux réformes sociales les plus hardies, mais il pensait que la démocratie ne réussirait dans son œuvre que si elle faisait toute leur place aux grandes valeurs morales, au respect des hommes, à l'amour fraternel, à la charité évangélique ; en somme il voulait à la fois se faire admettre par la gauche grâce à

son programme et faire admettre par la gauche la nécessité des valeurs morales et religieuses.

Voici deux textes qui expliquent parfaitement la pensée du Sillon :

D'abord une strophe du chant du Sillon :

*"On a voulu nous affranchir
de notre foi religieuse !*

*Les peureux ont maudit la "gueuse"
Mais nous qui voulons voir fleurir
Sur notre sol la République
Nous façonnons le lendemain*

Démocrate et républicain

Qui puisera sa force en sa foi catholique !"

Et voici un extrait d'un discours de Marc Sangnier de 1906 : "La tâche du Sillon sera de développer dans les individus le véritable esprit démocratique **en mettant au service de la démocratie** toutes les forces morales qui sont en nous et surtout - nous ne nous laisserons point de le répéter - celles là même, parmi les forces morales, qui sont les plus pures et les plus invincibles, **celles que la foi du Christ a déposées dans nos cœurs**".

Marc Sangnier et ses amis eurent un succès considérable parmi les jeunes catholiques de leur temps. Mais ce succès même inquiéta les milieux catholiques conservateurs, dont beaucoup commençaient à subir l'influence de Ch. Maurras et de l'Action Française. Des intrigues s'ourdirent contre le Sillon. Finalement le Pape Pie X le condamna par une lettre aux Cardinaux de France du 29 Août 1910. La lettre de Pie X est extrêmement curieuse : elle prouve une méconnaissance profonde de ce qu'était le Sillon et Benoît XV dira plus tard à Marc Sangnier : "Vous avez été condamné pour des idées qui n'étaient pas les vôtres". Marc Sangnier se soumit et ce fut, en fait, la fin du Sillon.

Les Chrétiens Démocrates

Dans les déclarations pontificales qui précédèrent ou accompagnèrent la condamnation du Sillon, on trouve une définition assez curieuse de la démocratie chrétienne. C'est Léon XIII lui-même qui écrivait en 1901 : "Il serait condamnable de détourner à un sens

politique le terme de démocratie chrétienne ; sans doute la démocratie... indique le régime populaire, mais, dans les circonstances actuelles, il ne faut l'employer qu'en ôtant tout sens politique et en ne lui attachant aucune signification que celle d'une bienfaisante action chrétienne parmi le peuple." En somme les démocrates chrétiens ne devaient être que des catholiques sociaux, dociles aux directives de l'Eglise, agissant dans le cadre diocésain sous l'autorité des évêques, sans prendre parti sur le plan politique. C'est la raison pour laquelle il n'y eut jamais en France de parti politique qui se dise démocrate-chrétien ; on préfère utiliser une périphrase en parlant de démocratie d'inspiration chrétienne.

Moi-même, dans les années 30, j'appartenais à l'A.C.J.F. et j'ai été plusieurs années Secrétaire fédéral de la J.E.C. pour le Tarn et président d'une section jéciste à l'Université de Toulouse. Eh bien ! il m'était interdit d'adhérer à un parti politique. Il y avait là une sorte de paradoxe. On nous faisait étudier les grands problèmes sociaux et même internationaux, à la lumière des grandes encycliques. On nous expliquait que l'intervention de l'Etat était indispensable sur le plan social pour protéger le faible contre le fort, sur le plan économique pour faire triompher l'intérêt général sur les intérêts particuliers, sur le plan international pour organiser les institutions de paix. Or comment obtenir cette intervention de l'Etat sans agir sur le plan politique ? En somme, on suscitait en nous des vocations politiques tout en nous interdisant d'agir sur le plan politique. Et, de plus, on avait pris soin dans les premières années du XX^e siècle d'étouffer toute velléité d'organisation politique des démocrates chrétiens.

En somme, au lendemain de la guerre de 1914, entre la droite respectueuse de l'Eglise, mais conservatrice et parfois nationaliste et la gauche, progressiste, pacifiste, mais très anticléricale et dont une partie était marxiste, il y avait sur l'échiquier politique un grand vide. C'est pour le combler que des démocrates d'inspiration chrétienne fondèrent en 1924 le Parti Démocrate Populaire.

Ce n'est pas le lieu d'en faire l'histoire. Sur beaucoup de points, le P.D.P. eut des vues d'avenir souvent prophétiques. Mais le système électoral à deux tours ne permettait pas la percée d'un jeune parti centriste. Son groupe parlementaire n'a jamais dépassé l'effectif de 18 députés ; encore étaient-ils élus le plus souvent non pour leur programme mais en raison de circonstances locales, ou bien parce qu'ils

étaient, ici, le moins à droite et, là, le moins à gauche. Aussi le P.D.P. n'a-t-il jamais été qu'un parti de cadres, non un parti de masse.

Parrallèlement, des efforts doctrinaux virent le jour autour de la revue "Esprit", fondée en 1932, par le philosophe Emmanuel Mounier et autour d'un quotidien, "l'Aube", créé à la même époque par Francisque Gay avec Georges Bidault comme éditorialiste.

Arrive là-dessus la guerre de 1939 et la grande aventure de la Résistance. Les démocrates-chrétiens y ont joué un rôle considérable et, à partir de 1943, ils commencèrent à envisager ce que serait l'après-guerre. C'est alors que je fus contacté à Grenoble par un ancien de la J.E.C. L'idée qui prévalut fut de faire entièrement peau neuve, de créer non pas un parti mais un "mouvement" et d'en confier la direction aux chefs de la génération nouvelle. Les militants seraient aisément recrutés en province parmi les anciens du P.D.P. (qui accepta de se saborder), parmi les syndicalistes chrétiens, parmi les anciens du Sillon, parmi les amis de "l'Aube" et surtout parmi les anciens de la Jeunesse Catholique (Jacistes, Jocistes, Jécistes). Dès la Libération tout était en place et, dans tous les départements à la fois, se manifestèrent des comités de démocrates d'inspiration chrétienne qui eurent tout de suite une large audience dans l'opinion publique. Ainsi naquit le M.R.P. (Mouvement Républicain Populaire).

Le M.R.P.

Il faut aujourd'hui une grande puissance d'évocation pour faire sentir à des hommes de 30 ou 40 ans ce qu'étaient l'atmosphère, la situation de la France en 1944. On avait l'impression d'être devant une table rase. Coup sur coup, deux régimes politiques venaient de s'effondrer. La défaite de 1940 avait entraîné l'abdication de la Troisième République. Puis, la victoire alliée avait ruiné le régime de Vichy. En quatre ans deux séries d'équipes politiques avaient été éliminées de la direction des affaires publiques : les tenants de la Troisième République, orientés à gauche et les Vichysois, orientés à droite. La carrière s'ouvrait devant une troisième équipe, celle des résistants.

La résistance, à ses débuts, n'avait été qu'un réflexe patriotique, un refus de la défaite. Mais les prétentions totalitaires des puissances de l'Axe avaient donné au conflit un caractère si total que l'enjeu du conflit n'était plus seulement le territoire national, mais aussi l'âme du pays, une certaine conception de l'homme et de la vie. Pour les uns, le fascisme était l'ultime recours d'un capitalisme aux abois et donc l'obstacle majeur

sur le chemin de l'émancipation ouvrière. Pour d'autres - nous-mêmes - le fascisme était une sorte de néopaganisme qui aliénait la personne humaine au profit d'un Etat ou d'une race déifiés.

Ainsi la pensée politique de la Résistance s'était alimentée à trois sources spirituelles : l'indépendance nationale, la foi chrétienne et l'émancipation ouvrière. Les tenants de ces trois idées-forces s'étaient souvent opposés dans le passé mais la résistance avait permis des rapprochements inattendus et le Conseil National de la Résistance avait essayé d'élaborer un programme commun. De toute manière, les résistants ne pensaient pas que leur rôle s'achèverait avec la victoire ; ils pensaient que la libération du pays serait le signal d'une rénovation et même d'une révolution. D'où l'expression tout de suite adoptée de Quatrième République. Or, ce qui est intéressant pour notre propos, c'est que les démocrates-chrétiens n'entrèrent pas dans cette république comme des ralliés. Ils avaient dans la Quatrième République des parts de fondateurs. C'était pour des catholiques français une novation exceptionnelle.

Mais quelle révolution allait-on faire ? L'hiver de 1944/45 vit naître une floraison extraordinaire de groupements, de journaux, de programmes. La plupart furent éphémères. Pourquoi ? Dans une période révolutionnaire, les seules politiques d'avenir sont celles qui s'appuient sur un fondement philosophique, c'est-à-dire sur une certaine conception de l'homme et de la vie. Or, seuls se trouvaient dans ce cas les marxistes et les démocrates-chrétiens, c'est-à-dire le M.R.P. C'est la raison principale pour laquelle les marxistes et le M.R.P. occupèrent, le 21 Octobre 1945, les trois quarts de l'hémicycle parlementaire. Et de Gaulle fit un gouvernement qui associait les trois partis.

C'est alors que les difficultés commencèrent. La première fut le départ du Général de Gaulle. Lui seul avait une autorité suffisante pour canaliser les ardeurs révolutionnaires, pour les fédérer, pour proposer un programme concret de réformes et un calendrier pour leur application. Or, dès les premières anicroches avec l'Assemblée Constituante, il préféra s'éloigner du pouvoir le 20 janvier 1946. Qu'allait faire le M.R.P. ? Nous avons eu deux jours de débats pathétiques. Certains voulaient le suivre dans la retraite, laissant le pouvoir aux communistes et aux socialistes qui avaient à eux seuls la majorité à l'Assemblée. Mais n'était-il pas à craindre que les communistes imposent leur loi au parti socialiste ? Les socialistes eux-mêmes le craignaient et souhaitèrent le

maintien du tripartisme. De Gaulle lui-même nous le fit demander par un intermédiaire. "Voilà, nous fit-il dire en substance, le pays est dans un tel état qu'il faudra huit à dix ans pour le reconstruire. Ce sera très dur et ceux qui le feront y gagneront beaucoup d'impopularité. Il ne faut pas que j'use ce que je représente, pour être un recours en cas de coup dur. Mais il ne faut pas donner sa chance au P.C. Restez donc auprès des socialistes !..". Et nous sommes restés.

Quinze mois plus tard, en Mars 1947, de Gaulle fonda le R.P.F. Au même moment le P.C. se mit à faire cavalier seul et Ramadier eut le courage de chasser du gouvernement les ministres communistes. Puis, à l'automne 1947, le gouvernement dut faire face à une attaque sur deux fronts.

La troisième force

D'abord, à l'occasion d'élections municipales, de Gaulle lança une vaste offensive du R.P.F., dont le M.R.P. fut la principale victime. Presque en même temps, le P.C. lança, sur l'ordre du Kominform, une série de grèves insurrectionnelles en Novembre - Décembre 1947. Pour résister à ce double assaut, Robert Schuman forma un gouvernement de défense républicaine qui comprenait la S.F.I.O., les radicaux, le M.R.P. et quelques républicains indépendants. C'est ce qu'on appela la troisième force. C'est elle qui gouverna jusqu'en 1951. Elle définit une nouvelle politique extérieure fondée d'une part sur le pacte atlantique et d'autre part sur la réconciliation franco-allemande dans le cadre de l'Europe. Elle fut moins originale sur le plan intérieur. Attaquée sur ses deux flancs, elle se borna à vivre jusqu'aux élections de Juin 1951.

L'enjeu de ces élections était capital. Si le total des élus communistes et des élus du R.P.F. dépassait la majorité absolue toute la vie politique serait bloquée et l'on arriverait à la crise de régime ardemment souhaitée par le Général de Gaulle. D'autre part les partis de la troisième force savaient très bien que, si on créait un système électoral à deux tours, leurs électeurs ne suivraient pas les consignes de désistement réciproques, car les militants socialistes et radicaux s'étaient trop souvent heurtés dans le passé à ceux des modérés et du M.R.P., et réciproquement. C'est alors que l'on inventa le système des apparentements. Les partis de la troisième force déclarèrent qu'ils s'apparentaient. Du coup, au soir du scrutin, leurs voix s'additionnaient automatiquement pour calculer la répartition des sièges. Ainsi dans mon département, les socialistes, les radicaux et le

M.R.P. apparentés eurent la majorité absolue ; Ils emportèrent les quatre sièges et se les répartirent suivant leur force propre. Il y eut deux M.R.P., un socialiste, un radical. Je dois dire que l'apparement dans la Drôme fut une de mes grandes joies. C'était la réussite de ce qu'avaient souhaités dans le passé tous les démocrates d'inspiration chrétienne. Ce système des apparentements sauva la troisième Force de la défaite électorale. Malheureusement ce fut un succès sans lendemain.

En effet, au lendemain des élections, la tâche la plus urgente pour les apparentés était de se donner un programme commun de gouvernement valable pour toute la législature. Et ce programme ne pouvait aller dans le sens du renouveau que si les socialistes et le M.R.P. s'entendaient pour en être les principaux inspirateurs. Sans doute y avait-il entre eux une pomme de discorde : la question scolaire. Mais dès 1950, ils avaient créé une commission chargée de la résoudre. Elle était présidée par le socialiste Paul-Boncour et il y régnait une bonne atmosphère. Il suffisait de hâter ses travaux et d'en cueillir les fruits.

Or le R.P.F. avait tout intérêt à brouiller les socialistes et le M.R.P. Dès le lendemain des élections, il lança l'idée d'une aide financière immédiate à l'enseignement privé. Comme il y avait des élections cantonales en Octobre 1951, pour ne pas perdre les voix catholiques, le M.R.P. suivit le mouvement. Ainsi naquit la loi Barangé. Aussitôt les socialistes quittèrent la commission Paul-Boncour, qui disparut. On avait lâché la proie pour l'ombre. La loi Barangé, déclara Etienne Borne, est "un monument de légèreté politique".

De leur côté, les socialistes étaient désireux d'une cure d'opposition pour récupérer des électeurs sur le parti communiste. Ils profitèrent de la loi Barangé pour amorcer leur passage dans l'opposition en se bornant à une politique de soutien sans participation. Un seul scrupule les retenait : celui de ne pas laisser la république sans gouvernement. Le M.R.P. ne cessait de leur dire : la majorité scolaire ne sera jamais une majorité de gouvernement. Or au début de 1952, M. Pinay obtint une majorité, à la surprise générale, grâce à la défection de trente députés R.P.F. qui refusèrent de pratiquer la politique du pire.

Les conséquences furent nombreuses :

- Le Général de Gaulle, dégouté de la politique, prononça la dissolution du R.P.F., interdit à quiconque d'utiliser son nom et se retira à Colombey.
- La preuve était faite qu'on pouvait

gouverner la France non seulement sans la participation, mais aussi sans le soutien des socialistes : ils firent alors le saut dans l'opposition. Ainsi s'acheva dans la confusion la plus extrême la dislocation des forces politiques dont on avait pu croire, en octobre 1945, que leur union donnerait à la France un visage nouveau. "C'est la mort de la IV^{ème} République" écrivit Etienne Borne.

Que devenait dant tout cela le M.R.P., lui qui s'était proclamé le parti de la IV^{ème} République, le parti de la révolution par la loi ? Eh bien il s'est trouvé associé avec Pinay d'abord, avec Laniel ensuite, dans un gouvernement de toutes les droites. C'était presque un reniement de l'idéal originel.

Le Secrétaire Général, André Colin, en était parfaitement conscient. Il comptait redresser la barre à l'occasion du Congrès National qui devait se tenir à Lille en Juin 1954. Pour notre dixième anniversaire, ce serait le congrès du renouveau. Il se trouve que, quelques semaines avant le Congrès, nous avons connu des succès dans les élections partielles ; l'état-major du M.R.P. en conclut que, le R.P.F. une fois dissous, nous avions de grandes chances de récupérer ses électeurs, à condition de remettre à plus tard le coup de barre à gauche.

Après cette occasion manquée, les élections de 1956 consacrèrent la rupture entre les socialistes et le M.R.P. Ils ne se retrouvèrent, comme ils l'avaient fait en 1947, que pour affronter la crise du 13 Mai 1958. Chose curieuse, dans cet instant ultime, la troisième Force se reconstitua spontanément dans un gouvernement Pflimlin. Mais c'était trop tard ; pour éviter un putsch militaire, elle passa la main au Général de Gaulle.

Elle se reconstitua encore en 1962 dans ce qu'on appela "le cartel des non", lorsque de Gaulle voulut faire élire le Président de la République au suffrage universel. Mais elle fut désavoué, par l'opinion publique, tant au referendum qu'aux élections de 1962. Ces élections, en particulier furent une espèce de Waterloo pour le M.R.P. qui ne garda plus que trente six députés.

Le Centre Démocrate

Dirigeants et cadres du M.R.P. firent alors un sérieux examen de conscience. Ils en conclurent que les institutions nouvelles, à base majoritaire, exigeaient un changement d'optique. Voici l'opinion de François de Menthon : "Dans la période plus que séculaire dont le M.R.P. a constitué l'un des achevments, il s'agissait de rompre la coalition politique des forces conservatrices et du catholicisme et de fonder

ainsi dans les faits le droit de cité des catholiques dans une république progressiste... Sur le plan national et quant aux jeunes générations, l'objectif général est atteint... La poursuite de cet objectif exigeait hier un parti séparé faisant appel d'abord aux catholiques ; cette poursuite prend fin, n'ayant plus d'objet ; un parti séparé d'inspiration chrétienne n'est donc plus nécessaire. Au demeurant, sur le plan des principes, un parti plus ou moins confessionnel ne pouvait être qu'un pis-aller, commandé hier par les circonstances pour mener un certain combat ; la victoire qui l'a couronné impose aux vainqueurs de renoncer à calquer les compartimentages électoraux sur les appartenances religieuses pour exercer sur une base élargie plus d'influence sur l'orientation générale de la politique française, grâce à un regroupement dans lequel ils joueront un rôle essentiel". (Forces Nouvelles, Janvier 1964). De son côté Joseph Fontanet en Mai 1964 déclarait : il faut "créer une force neuve à vocation majoritaire, unissant par delà les anciens clivages tous les démocrates d'inspiration européenne, sociale et humaine."

Ce regroupement, le M.R.P. a essayé d'abord de le faire avec les socialistes à l'occasion d'une candidature Defferre aux élections présidentielles de 1965. L'échec de ce projet amena la candidature de Lecanuet. Son succès relatif conduisit à la création du Centre Démocrate en 1966. Poher prit la relève en 1969, mais certains des nôtres se rallièrent à la candidature de Pompidou, créant alors le Centre Démocratie et Progrès.

En 1974, les deux centres s'unifièrent pour former le Centre des Démocrates Sociaux (C.D.S.) et soutinrent la candidature de Giscard d'Estaing à la condition qu'il accentue le côté social de son programme. Puis les législatives de 1977 ont amené la création de l'U.D.F. dont le C.D.S. est l'un des composants, espérant y faire triompher son idéal centriste, social et européen.

A la recherche d'une doctrine originale

Ce survol historique d'un siècle et demi conduit à des réflexions qui touchent à la fois à la religion, à la philosophie et à la politique.

Et tout d'abord celle-ci : le Centre Démocrate n'est pas, ne veut pas être, ne doit pas être un parti confessionnel. Mais c'est un fait qu'il est issu du M.R.P. qui était, sans le dire, un parti démocrate-chrétien ou, ce qui serait plus exact, un parti de chrétiens démocrates. Les militants les plus actifs du C.D.S. sont souvent d'anciens militants du M.R.P., des démocrates d'inspiration

chrétienne.

Deuxième réflexion : quelle a été historiquement la motivation des chrétiens démocrates ? Il y a souvent eu chez eux des arrières pensées de prosélytisme religieux et d'apologétique. Ce fut vrai surtout des premiers catholiques libéraux, dont la pensée dominante fut de favoriser la diffusion du christianisme en dissociant l'Eglise des formes politiques condamnées par l'histoire. Ils étaient contre l'alliance du trône et de l'autel. Ils voulaient une Eglise affranchie, libérée. On n'a jamais assez souligné que les premières campagnes pour la liberté de l'enseignement furent menées contre un gouvernement royaliste. De là, une alliance de fait entre les catholiques libéraux et la gauche libérale. Elle a duré jusqu'à l'été de 1848, jusqu'au moment où Montalembert se rallia au parti de l'ordre et au Second Empire.

Troisième idée : les chrétiens démocrates ont constaté très vite qu'il y avait corrélation entre les enseignements de leur foi et l'idéal traditionnel de la gauche : liberté, égalité, fraternité. "Ce sont, dira Chesterton, des idées chrétiennes devenues folles", mais elles ne dépassaient pas un chrétien sincère. "démocrate parce que chrétien", disait en somme Marc Sangnier. (Mais il ne disait pas que tout chrétien doit être démocrate ; or sa condamnation de 1910 ne s'explique que par cette déformation de sa pensée). C'est encore une vertu théologale, la charité, c'est-à-dire l'amour, qui est à l'origine du catholicisme social, qui a inspiré un programme de réformes sociales qui rompait avec la logique capitaliste.

Certes, il n'y a pas de politique à tirer de l'Ecriture Sainte, mais l'Ecriture Sainte peut susciter des motivations politiques. C'est une manière de participer à la grande aventure de l'Incarnation. Ainsi se constitua petit à petit un groupe d'hommes qui furent conduits à l'engagement politique dans le prolongement de leurs convictions religieuses.

La réalisation de leur programme exigeait un rapprochement des chrétiens démocrates et de la gauche traditionnelle. Or le drame français fut que cette gauche avait une philosophie propre à base d'athéisme, de rationalisme, de positivisme. Une partie de plus en plus nombreuse - et la plus dynamique - adopta le marxisme, doctrine matérialiste par excellence. Le poing levé et la lutte des classes cadraient mal avec le cri de Marc Sangnier : "L'amour est plus fort que la haine".

Il fallut l'extraordinaire conjoncture de la Résistance pour que la glace

se rompit entre la gauche et les chrétiens démocrates. Ce ne fut malheureusement dans notre histoire qu'une parenthèse vite refermée. Après le départ de de Gaulle, en 1946, après la sécession du P.C. en 1947, il ne reste que le flirt intermittent de la S.F.I.O. et du M.R.P. Les pesanteurs de l'histoire et diverses maladresses de part et d'autre les séparèrent en 1951 et 1952.

Il ne resta de cette aventure que le dédouanement des catholiques dans la vie politique française. Certains se trouvent aujourd'hui dans le nouveau Parti Socialiste où on leur confie même, avec Delors et Quilès, des postes de responsabilité. C'est très bien ainsi. Du coup, un parti confessionnel n'a aucune raison d'exister.

Par contre, l'alliance privilégiée du Parti Socialiste avec le Parti Communiste a rejeté les chrétiens démocrates sur des positions centristes. Il n'y a pas lieu d'en faire un complexe. Par contre, s'il veut se faire un avenir propre, le Centre des Démocrates Sociaux a tout intérêt à se doter d'une base philosophique non confessionnelle qui lui serve de référence et qui singularise son identité.

Pour cela, il faut puiser largement dans le personnalisme communautaire d'Emmanuel Mounier. Certes, la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 a valeur de symbole. Mais elle porte la marque de son temps et de la bourgeoisie triomphante qui la rédigea. Elle vaut pour un individu, mais l'individu est un homme amputé. Il ne devient une personne qu'avec le concours des communautés où il est inséré : sa famille, son métier, sa commune, sa patrie, sa culture. Aucune ne doit être déifiée sous peine de totalitarisme. Chacune doit être servie, comme elle sert à son tour. La politique doit harmoniser ce vaste réseau d'échanges réciproques, cette imbrication des droits et des devoirs. Les travaux d'Etienne Borne nous aiderons aussi à mettre au clair cette base philosophique, sans laquelle l'action politique se réduit au coup par coup, à la gestion du quotidien, à la mise en œuvre de recettes techniques, sans plan d'ensemble, sans perspective d'avenir et, disons-le, sans idéal.

Un homme fort: Lech Walesa

André-François MERCIER

Le livre édité chez Fayard "Un chemin d'espoir" est, selon une mention, une autobiographie. En le lisant, on évoque plutôt un roman policier à dominante tragique où les bons sont pourchassés et finalement vaincus par des miliciens brutaux et bornés.

Il serait superficiel de s'arrêter à ce premier commentaire. En fait, il s'agit d'une œuvre superbe où apparaissent à chaque page les qualités d'un homme exceptionnel luttant pour son idéal, où sont dépeints les rouages d'un régime détesté par une majorité de la population et où le vainqueur par la force n'est pas "moralement" le gagnant d'une compétition qui ne fait que commencer entre les tenants d'un étatsisme matérialiste inféodé et les partisans d'un pluralisme où serait admise l'action des spiritualistes chrétiens.

Problème crucial de notre époque : qui parviendra à rendre la liberté à des millions d'êtres humains qui subissent le joug d'une idéologie qu'ils ne partagent pas, laquelle, pas ses imperfections, leur ôte toute chance d'épanouissement moral et matériel ?

De la Pologne au Vietnam en passant par l'ensemble des pays à direction communiste, le problème est identique : la démocratie est morte, les individus sont misérables et il n'y a aucune chance prévisible de voir un terme à cette situation puisque la moindre réaction se trouve immédiatement et brutalement réprimée.

L'intérêt concernant la Pologne réside dans le processus employé.

Forts des expériences passées réprimées dans le sang - Hongrie, Tchécoslovaquie - les ouvriers ont préféré trouver d'autres modes d'expression que ceux inspirés par la force. En Pologne, les ouvriers des chantiers de Gdansk n'ont pas oublié la répression sauvage de 1970 coûtant la vie à 45 personnes, déclenchée par le Pouvoir aussitôt après qu'un protocole d'accord avait été signé avec la Direction.

Plutôt que de calmer les passions, ces événements maintinrent le monde du travail en état d'alerte. S'appuyant sur la convention internationale d'Hel-sinki en 1975, signée entre autres par

le gouvernement polonais et sur l'enseignement social de l'Eglise, un courant apparut dès 1976, favorable à des organisations indépendantes des autorités notamment au plan syndical, afin de faire respecter les droits des travailleurs. Un travail de préparation, pendant lequel Walesa ne resta pas inactif, déboucha en Août 1980 sur une explosion de grèves dans tout le pays liée à trois revendications essentielles :

La réintégration d'Anna Walentynowicz, injustement licenciée;

Une hausse de 2.000 zlotys à tous les salariés;

Une reconnaissance des syndicats libres en marge du pouvoir politique.

Cette fois-ci, il n'y eut pas une goutte de sang versé, grâce essentiellement à Lech Walesa qui sut par une dialectique convaincante inspirer confiance et en même temps tenir tête et parapher un texte qui, pour la première fois, dans un pays communiste, donnait sur les 21 points soulevés par les contestataires, un accord de principe.

Succès énorme pour "SOLIDARNOSC" qui ne dura hélas que 500 jours, période au cours de laquelle on comprit très vite que le pouvoir chercherait à reprendre d'une main ce qu'il avait accordé de l'autre.

Puis, ce fut la répression brutale déclenchée le 13 décembre 1981 par Jaruzelski : arrestations, censure, téléphone coupé entraînés par "l'Etat de Guerre".

Une fois de plus, la preuve est donnée qu'aucune part de pouvoir - même limitée au domaine social - ne peut être abandonnée par le régime.

Est-ce un échec ? Le livre est passionnant car en lisant Walesa on partage son émotion et son optimisme : le pouvoir a triomphé dans les faits mais a perdu dans les esprits. Ce qui compte avant tout, c'est d'avoir démontré - et avec quelle force - que les valeurs pour lesquelles Walesa s'est battu ne peuvent pas être anéanties, qu'elles sont le patrimoine de l'immense majorité de ses compatriotes et que les misérables matraques des miliciens sont dérisoires face à l'affirmation de Lech Walesa de

sa foi en le succès moral de son entreprise. A terme, c'est lui qui gagnera!

Le livre est intéressant pour une autre raison. On voit fonctionner un régime communiste. Le chef des chantiers a des pouvoirs très limités. Il ne prend aucune décision et apparaît très vite l'appareil du parti. La mesquinerie et la haine des policiers atteint des limites qu'on ne peut imaginer dans nos démocraties. Pauvres polonais soumis à de telles vexations dérisoires mais présentes dans chaque acte de la vie courante. De grâce, Messieurs les communistes français, un peu de calme dans vos défilés inutiles et sans objet sérieux. Allez voir comment se font respecter les autorités de votre pays frère!

Enfin, il faut parler de l'homme Lech Walesa, le leader syndical le plus doué de son époque. D'abord, un courage extraordinaire soutenu par une femme exemplaire, Danuta. Ensuite, une vivacité d'esprit, une bonne humeur, une conviction peu communes qui lui donnent un ascendant aussi bien sur ses amis qu'à l'égard de ses interlocuteurs, quels qu'ils soient. Il sait les limites à ne pas dépasser lors d'une discussion mais il ne lâche jamais l'objectif qu'il s'est fixé. Avec souplesse et fermeté, il fait toujours face sans jamais être découragé. Il puise sa force dans une foi profonde et ses propos ne sont jamais démagogiques. Il a beaucoup souffert de la haine, notamment au moment de l'attribution du prix Nobel de la paix, lorsque les officiels de son pays, non seulement ne lui ont pas adressé le moindre compliment, mais ont protesté auprès du Comité Nobel pour cette distinction! Lui, Walesa, toujours lucide et généreux a accepté cette marque d'estime s'appliquant à "tous les travailleurs de Pologne" et sa femme a ajouté : "Il est aussi bien prêt à recevoir un prix qu'à aller en prison".

Inutile de dire que malgré ses 600 pages, ce livre, qui fourmille de détails passionnants sur la vie d'un peuple si proche de nous et si peu connu, se dévore rapidement car chaque événement est relaté d'une manière très vivante et certains documents ont un caractère historique.

1977-1987

Pourquoi dix ans après la naissance du RPR La France a besoin d'un mouvement gaulliste fort et discipliné

Maurice SCHUMANN
de l'Académie française
Sénateur du Nord

En 1940, quand ils n'étaient que quelques centaines, les gaullistes ne formaient pas une minorité, mais une avant-garde. Leur ambition, leur vocation, les portaient à devancer le gros de la troupe qui fut plus tard présente au rendez-vous.

En 1958, quand les gaullistes se comptaient par douzaines de millions, ils ne constituaient pas une majorité, mais un rassemblement. Leur raison d'être, leur trait distinctif, était de montrer au plus grand nombre possible de Français et de Français pourquoi, comment ce qui les sépare peut être moins fort que ce qui les unit.

En bref, l'esprit d'ouverture est la marque essentielle du gaullisme. Qu'est-ce que le 18 juin ? Un appel, que beaucoup d'autres - moins dramatiques, mais non pas moins nécessaires - ont suivi.

Ce cri se ralliement qui indique la grand'route et la distingue des chemins morts pouvait, à la rigueur, être lancé par un homme seul au temps où le général de Gaulle ajoutait sa présence physique à sa stature historique. Encore le Général fut-il toujours convaincu que la dispersion de ses fidèles - ceux de la vieille garde et ceux des jeunes phalanges - était un mal. La Constitution de la V^{ème} République est la première qui reconnaisse aux partis politiques le droit de "concourir à l'expression de la volonté nationale". Abandonner la totalité de ce champ libre aux partis anciens, dont le souci majeur et d'ailleurs légitime est d'assurer la permanence d'une famille politique par rapport et par opposition aux autres, serait priver les générations nouvelles du recours qui nous a plusieurs fois sauvés : quand les Français découvrent que la plupart d'entre eux peuvent être d'accord sur l'essentiel, le "tempérament robuste" dont parlait déjà Chateaubriand a tôt fait de recréer les conditions du salut public.

Encore faut-il que l'essentiel n'ait pas été perdu de vue, noyé dans les marais de la "politique politicienne". Quand on constate aujourd'hui un certain "consensus", on oublie que les grandes idées qui ne sont plus guère contestées sont précisément celles qui, naguère, furent le moins comprises et le plus violemment combattues. Fidélité aux alliances dans le refus de la dépendance ; droit à l'autodétermination pour tous, y compris pour ceux qui veulent rester français ; authentique souveraineté du suffrage universel : ces valeurs auraient-elles été préservées, beaucoup de ceux qui les avaient condamnées (Dieu sait avec quelle violence)

s'y seraient-ils ralliés si la continuité de la pensée gaulliste n'avait pas été garantie par la structure autonome que Jacques Chirac a eu la clairvoyance et le mérite d'édifier il y a une décennie ?

Le Rassemblement pour la République n'est pas une fin en soi, mais le moyen nécessaire de servir une cause qui le dépasse. Deux exemples éclairent et confirment cette nécessité. Certaines propositions font peser une grave menace sur la pièce maîtresse des institutions de la V^{ème} République : sans le RPR, comment seraient-elles mises en échec ? La participation apparaît de plus en plus - même aux Etats-Unis et au Japon - comme le seul antidote du marxisme qui puisse rendre à la fois la société plus juste et les producteurs plus responsables : sans le RPR, par qui aurait-elle été tirée en France du sommeil ou de l'oubli ?

En bref, c'est grâce au RPR et à son fondateur que la nostalgie du gaullisme ressemble de moins en moins au regret et de plus en plus à l'espérance.

publié dans le bulletin
"Notre 6"

JEAN-PAUL II EN POLOGNE

Le voyage de Jean-Paul II en Pologne coïncide avec la publication du livre de Lech Walesa, commentée d'autre part dans ce bulletin.

Ce voyage du Pape dans son pays d'origine a été très important et son appel au rétablissement des droits de l'homme ne pourra rester ignoré dans ce pays profondément catholique.

Des millions de Polonais sont venus au-devant du Pape partout où il est passé : à Cracovie, dont il fut l'évêque, à Maïdanek où 360 000 déportés périrent dans les chambres à gaz des nazis, à Gdansk où il fit l'éloge du syndicat «Solidarité» et réclama l'application des accords signés par les autorités polonaises, et enfin sur la tombe du Père Popielusko, assassiné par la police communiste.

L'avenir dira si le Général Jaruzelski et les satellites du régime se résignent à l'assouplir pour éviter de nouveaux grondements semblables à ceux de 1980.